

Conseil de perfectionnement

**Faculté de droit Julie-Victoire Daubié (FJVD) Masters de la Mention DROIT PUBLIC
Avril 2025**

Remarques préalables sur l'organisation du Conseil de perfectionnement

Afin de faciliter la tenue du **Conseil de perfectionnement de la Mention Droit public** composée de Masters portés par différents établissements, il a été décidé de structurer ledit Conseil en **deux sections** : une section relative aux Masters portés par la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié (FJVD), à savoir le M1 Droit public (DPU), le M2 Droits de l'homme (DH) et le M2 Droit public général (DPG), et une section relative aux deux années de Master (M1 et M2) du Master Action publique (AP) porté par l'Institut catholique de Lyon (Icly).

- La **section** du Conseil de perfectionnement relative **aux M1 et M2 AP portés par l'Icly** s'est tenue le **15 avril 2025 de 10h à 11h30**
- La **section** du Conseil de perfectionnement relative **au M1 DPU et aux M2 DH et DPG portés par la FJVD** s'est tenue le **15 avril 2025 de 17h à 19h20**

En outre, si jusqu'à cette date, aucun Conseil de perfectionnement officiel ne s'était encore tenu au niveau de la mention Droit public, il est à noter qu'à l'issue de chaque jury de fin d'année universitaire les membres des équipes pédagogiques présents dialoguent sur les objectifs de la formation, son dispositif, le retour des étudiants qu'ils ont obtenu lors de leurs échanges avec eux. Cela étant, en l'absence de compte rendu de ces réunions informelles pouvant être joints (les adaptations/évolutions mis en œuvre au cours des dernières années attestant néanmoins de la concrétisation d'un certain nombre de remarques formulées à leur occasion), il a été décidé que **le présent Conseil de perfectionnement devait porter sur la période s'étalant de 2022 à aujourd'hui**.

Compte rendu du Conseil de perfectionnement du 15 avril 2025

Notes prises et réorganisées par Aude Thevand et Marjolaine Monot-Fouletier, enseignantes-chercheuses à l'Icly et co-responsable du Master (M1 et M2) AP, pour la section du Conseil de perfectionnement relative au Master AP

Notes prises et réorganisées par Florian Lebeau, Service de Pédagogie du Supérieur et Aurélia Schahmaneche, Professeure de droit public à la Faculté Julie-Victoire Daubié (FJVD) et responsable de la mention Droit public, pour la section du Conseil de perfectionnement relative au M1 DPU et aux M2 DH et DPG

Les notes en question s'organisent de la façon suivante :

I-	Conseil de perfectionnement – section relative au Master (M1 et M2) Action publique (Icly)	3
A-	Personnes présentes	3
B-	Objectif du Conseil de perfectionnement	3
C-	Préparation du Conseil de perfectionnement	3
D-	Les points abordés en Conseil de perfectionnement	3
	1) Sur les objectifs de la formation	3
	2) Sur le contenu de la formation	4
	3) Sur l'organisation de l'année.	4
II-	Conseil de perfectionnement – section relative au M1 Droit public, au M2 Droits de l'homme et au M2 Droit public général (FJVD)	5
A-	Personnes présentes	5
B-	Rappel sur la structuration de la mention Droit public	5
C-	Préparation du Conseil de perfectionnement	6
D-	Points abordés en Conseil de perfectionnement	6
	1) Evaluation des objectifs de la formation	6
	2) Evaluation du dispositif de formation	7
III-	Conclusion générale commune aux 2 sections du Conseil de perfectionnement.....	12

I- CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT – SECTION RELATIVE AU MASTER (M1 ET M2) ACTION PUBLIQUE (ICLY)

A- Personnes présentes

Mme Marjolaine Monot-Fouletier, Responsable pédagogique du Master 2 AP
Mme Aude Thevand, Responsable pédagogique du Master 1 AP
M. Yann Saccucci, enseignant-chercheur ICLy, intervenant dans le Master AP
M. Arthur Braun, enseignant-chercheur ICLy, intervenant dans le Master AP
Mme Sarah Ondet, Assistante du MAP
M. Louis Marc, étudiant du M2
M. Mathis Château, étudiant du M1

B- Objectif du Conseil de perfectionnement

Le Conseil de perfectionnement s'est donné pour objectif de procéder non seulement à une évaluation à 360° des objectifs de la formation et de son contenu mais aussi à une évaluation de l'organisation de l'année.

C- Préparation du Conseil de perfectionnement

En amont de la réunion, les étudiants membres du Conseil de perfectionnement ont recueilli les avis des étudiants du Master AP et les directrices du Master AP échangent régulièrement tout au long de l'année avec les enseignants du Master AP pour recueillir leurs avis sur la formation et leurs suggestions pour la faire évoluer.

D- Les points abordés en Conseil de perfectionnement

1) Sur les objectifs de la formation

* Les deux étudiants ont spontanément noté que le MAP laissait possible de manière claire le choix entre une approche théorique pour une poursuite en doctorat et une approche plus professionnalisante, tout en relevant le fait que certains exercices de concours pourraient être davantage abordés (notamment, la note de synthèse).

Les directrices ont rappelé que désormais les Masters ne doivent plus être tournés uniquement vers la recherche ou la voie professionnelle ; pour les étudiants qui souhaitent s'engager plutôt vers une voie qu'une autre, elles ont indiqué que pour la suite, les étudiants du M2 auraient tout comme en M1 le choix entre un stage ou un mémoire et qu'une Prépa' concours était en préparation.

*Les enseignants présents ont pour leur part noté que le MAP était avant tout un master de droit public général et que la question des rapports entre les systèmes était moins visible surtout en M1.

Ils ont aussi relevé la question de la période de soutenance des mémoires en M2 et du jury, septembre étant trop tard pour les étudiants qui souhaiteraient obtenir un contrat doctoral. Il a été convenu qu'il faudrait avancer soutenance et jury en juillet.

Enfin, les enseignants et les directrices ont prévu que le nouveau cours de « Questions contemporaines en droit public » serait l'occasion, par le biais de questions transversales, de proposer des ateliers de synthèse, ou plus directement des notes de synthèse.

*L'assistante a soulevé la question de la dispense d'assiduité qui apparaît peu pertinente en master, ce sur quoi les directrices l'ont rejointe au regard des cas qui se sont présentés cette année.

2) Sur le contenu de la formation

Les étudiants ont apprécié le fait que le MAP permette au final d'aborder toutes les matières de droit public général et qu'ainsi il soit vraiment la continuité de la Licence en droit public (nouvelles matières de droit public, approfondissement d'autres matières vues en licence).

La question de la pertinence de l'anglais a été soulevée, certains étudiants n'en ayant presque jamais fait avant le Master.

Ils ont aussi noté qu'il pourrait manquer un cours de droit de la fonction publique (pour des étudiants hors ICLy qui n'en auraient pas fait en licence) et les directrices ont suggéré que ce thème pourrait être abordé dans le nouveau cours de questions contemporaines.

Les étudiants ont aussi remarqué que le droit de l'UE était très présent, trop à leur goût et par ex, qu'il serait possible de fusionner les cours d'interactions UE-État et UE-CT.

Enfin, les étudiants de M2 ont eu du mal à percevoir immédiatement le lien entre le cours de dématérialisation de l'action publique et le droit de l'action publique : ils ont dû faire l'effort de faire ce lien eux-mêmes et en ont été déroutés.

3) Sur l'organisation de l'année

*L'assistante a noté que l'emploi du temps était parfois difficile à gérer pour les intervenants professionnels (ex : annulation d'un cours à la dernière minute la dernière semaine de cours).

*Pour les étudiants du M1, rien à signaler, mais en M2, au S2, les étudiants n'ont pas aimé l'irrégularité des cours et le fait qu'ils soient parsemés dans la semaine. En M2 toujours, les étudiants se sont trouvés débordés par les nombreuses échéances (exposés, mémoires, cliniques juridiques) ; il leur a été répondu qu'il s'agissait là essentiellement d'un problème relatif à l'autonomie de l'étudiant.

En M1, les étudiants sont demandeurs de plus de sévérité de la part des enseignants car ils ont encore besoin pour beaucoup qu'on les force à travailler (par ex : que les chargés de TD ramassent tout le monde chaque semaine).

Également, les étudiants ont déploré que pour les travaux de groupe, certains ne travaillent pas. De manière plus générale ils souhaiteraient que se crée une plus grande cohésion dans la Promo'.

*L'assistante a attiré notre attention sur le problème de l'usage en cours des téléphones portables et PC et les membres du Conseil n'étaient pas tous d'accord sur la question de leur interdiction (s'agissant des PC).

II- CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT – SECTION RELATIVE AU M1 DROIT PUBLIC, AU M2 DROITS DE L'HOMME ET AU M2 DROIT PUBLIC GENERAL (FJVD)

A- Personnes présentes

Equipe pédagogique

Valérie Le Bihan – Professeure de droit public et responsable pédagogique du M2 DPG

Aurélia Schahmaneche – Professeure de droit public, responsable pédagogique du Master 1 DPU et co-responsable pédagogique du M2 DH

Xavier Souvignet – Professeur Droit public et co-responsable du M2 DH

Oriane Sulpice – MCF en Droit public, intervenante dans le M1 DPU et le M2 DH

Jeanne Mesmin – MCF en Droit public, intervenante dans le M1 DPU, le M2 DH et le M2 DPG

Anciennes étudiantes et étudiants

Mélissa Mathias – M2 DH (diplômée en 2023)

Saphire Bernardini Royet – M2 DPG (diplômée en 2024)

Etudiantes et étudiants en formation

Léa Benoit-Guyot – Etudiante en M1 DPU

Yanis Benali – Etudiant en M2 DH

Enzo Ferrero – Etudiant en M2 DPG

Farah Menad – Etudiante en M2 DPG

Représentants du monde socio-professionnel

Philippe Bensoussan – Avocat en Droit fiscal, Intervenant dans le M2 DPG

Héleyn Unac – Avocate Droit en international des droits de l'homme et droit pénal international, Intervenant dans le M2 DH

Nina Le Bonniec – Juriste CNIL, Intervenant dans le M2 DH

B- Rappel sur la structuration de la mention Droit public

Jusqu'en 2022 les Masters de la mention Droit public étaient co-accrédités entre trois établissements : l'Université Lyon 2, l'Université Lyon 3 et l'Université Jean-Monnet Saint Etienne. A la fin de la co-accréditation, la FJVD a dû rebondir et s'est organisée de la manière suivante :

- Un M1 Droit public (formation généraliste en droit public) déversant sur deux M2
 - o Le M2 Droit public général : approfondissement de la formation en droit public général, avec possibilité de spécialisation en droit de l'urbanisme et du patrimoine.
 - o Le M2 Droits de l'homme : approfondissement de la formation en droits de l'homme - dans une perspective pluridisciplinaire. Avec possibilité de spécialisation en Droit des personnes étrangères avec le DU.
- A ces Masters s'ajoutent le Master (M1 et M2) Action publique porté par l'Icly

C- Préparation du Conseil de perfectionnement

En amont de la réunion, les étudiants membres du Conseil de perfectionnement ont recueilli les avis des étudiants du M1 DPU et des M2 DH et DPG. De leur côté, les responsables pédagogiques des Masters en question échantonnent tout au long de l'année avec les enseignants pour recueillir leur avis sur la formation et leurs suggestions pour la faire évoluer. En outre, afin que chaque membre du Conseil de perfectionnement puisse préparer au mieux la réunion, la responsable de la mention Droit public a veillé à leur envoyer un certain nombre de documents (ordre du jour, maquettes des différents Masters, fiches de présentation des Masters, statistiques sur le devenir des diplômés 2021/2022, évolution des effectifs par Master ces dernières années, rapport enquête conditions de vie 2023).

D- Points abordés en Conseil de perfectionnement

1) Evaluation des objectifs de la formation

- **La question est posée à l'ensemble des participants de savoir si les objectifs de la formation sont atteints et pertinents au regard de la poursuite des études et de l'insertion professionnelle.**

Retours des anciens étudiants

- Le master donne dans l'ensemble les bons outils pour travailler dans le secteur professionnel, culturel... et atteint ainsi de manière tout à fait satisfaisante ses objectifs. Sur un cas personnel : le contentieux administratif général, abordé en Master 1 en TD par l'analyse des requêtes et des dossiers pratiques, pourrait être mieux adapté à des situations rencontrées dans le cadre professionnel.
- A la sortie du Master 2, pas mal d'étudiants, poursuivent la préparation d'examen d'entrée au CRFPA, avec une phase écrite sur le Droit administratif. Si le Master contient bien des cours/séminaires en droit administratif, certains éléments de bases datent de la 1^{re} année et ne sont pas évidents à se rappeler.

Retours des étudiants en formation

- L'intérêt des étudiants pour la poursuite en recherche est vif cette année, avec à ce jour, une demande d'inscription en thèse à l'EDD Lyon, de la part de 5 étudiants en formation en M2 DH et M2 DPG.
- Beaucoup d'autres vont passer des concours et la formation en Master leur semble tout à fait pertinente. Peut-être faudrait-il néanmoins prévoir d'adapter quelques modalités de contrôle de connaissances afin de proposer d'autres types d'épreuves, comme la note de synthèse.

Retours des enseignants

- Les objectifs de la formation sont de deux ordres en sortie de master : la professionnalisation ou l'inscription en thèse si poursuite des études en recherche Droit.
- Cette structuration actuelle des Masters : M1 DPU propre à la FJVD déversant sur deux M2, plus spécialisés, également propres à la FJVD : le M2 DH (option possible DU Droit des personnes étrangères) et le M2 DPG (option possible droit de l'urbanisme et du patrimoine), leur semble tout à fait intéressante et adaptée.
- Les étudiants étrangers en M2 sur les dernières années (provenant notamment d'Amérique du sud) ont un très bon niveau général, en plus de la bonne maîtrise de la langue française.
- Le niveau des étudiants en M2 est plus hétérogène qu'avec l'ancienne structuration issue de la co-accréditation entre Lyon 2/Lyon 3/Saint-Etienne et de la sélection en M2. Selon certains enseignants, la sélection des étudiants en M1 semble dans l'ensemble entraîner de la part de ces derniers un certain relâchement dans le travail et l'assiduité dès lors que le système actuel conduit à ce qu'ils soient assurés, dès lors qu'ils valident leur M1 avec tout juste la moyenne, d'avoir une place en M2. La responsable du M1 DPU fait d'ailleurs remarquer que les étudiants qu'elle retient dans ce M1 sur la plateforme

MonMaster depuis qu'elle existe est bon voire très bon et que les promotions jusqu'ici constituées avec ceux qui ont validé le choix « Lyon 2 » sont au départ des promotions de bons niveaux.

- De manière générale, le niveau ressenti des étudiants est donc plus faible qu'auparavant.
- Il y a par ailleurs une volonté des équipes pédagogiques d'ouvrir davantage d'opportunités aux étudiants (toujours dans cette dynamique aussi professionnalisante que tournée vers la recherche) en essayant à l'avenir, comme ce fut le cas cette année du M2 DH, de développer les voyages pédagogiques, de multiplier encore les interventions de professeurs invités, de collègues provenant d'autres universités (étrangères ou non), de les faire assister à davantage de journées d'études/colloques... en lien avec leur formation.

2) Evaluation du dispositif de formation

- **La question est posée à l'ensemble des participants si le dispositif et programme de formation sont cohérents entre le M1 et M2 et satisfaisants au regard des objectifs d'apprentissage fixés.**

Retours des intervenants professionnels dans le master

- Sur le cours M2 de droit fiscal - financement et fiscalité de l'urbanisme et du patrimoine (18 heures de cours entre janvier et février) : le niveau des étudiants et les acquis préalables dans cet enseignement sont lacunaires en début de séquence (calcul de base, rédaction, bases du droit fiscal). La marge de progression des étudiants dans ce cours est importante. Les notes en sortie de séquence sont toutefois plutôt bonnes. Ce qui est positif. Il faut par ailleurs relever le fait que le niveau des étudiants varie quand même d'un étudiant à l'autre.

Retours des étudiants en formation

- L'équilibre entre le M1 (notions théoriques générales) et M2 (applications sur cas pratiques) est particulièrement apprécié des étudiants.
- Sur le Droit des finances publiques : certains étudiants découvrent cette matière en M2, tardivement en vue de la préparation aux concours liés à la finance publique.
- Sur le Droit fiscal : les notions théoriques pourraient être abordées en amont du séminaire.

Retours des enseignants

- Sur le Droit des finances publiques : le cours est abordé avant le M2 dans le master Administration publique, mais pas en master Droit public.
- De manière générale, la formation à Lyon 2 en droit financier est très faible en Licence.

- Une autre enseignante met en avant le fait que les étudiants du M2 DH ont de bonnes bases générales en M1. Aussi les séminaires de spécialisation en Protection des données personnelles et Nouvelles technologies qu'elle dispense se passent très bien et les étudiants lui font généralement bonne impression.
- Concernant le séminaire Protection internationale des droits de l'homme qui fait intervenir depuis deux ans une avocate en droit international des droits de l'homme et droit international pénal, il est confirmé par l'intervenante le grand intérêt des étudiants et leur volonté de disposer de plus d'heures.

Propositions faites pendant la réunion

- Repenser la répartition dans le semestre M2 en Droit public financier / Droit fiscal dans la maquette actuelle.
- Des mutualisations pourraient être envisagées avec le Master Administration Publique et/ou AES pour permettre aux étudiants d'acquérir des bases, notamment en Economie, plus tôt dans la formation. Voir donc, pour la prochaine accréditation d'intégrer un TD en Droit fiscal dès le Master 1 DPU et/ou des cours d'introduction à l'Economie financière en Licence 3 Droit public.

- **La question est posée à l'ensemble des participants si la nouvelle structuration (M1 généraliste qui déverse vers un M2 spécialiste) est pertinente, ou si une construction de parcours spécialisés dès le M1 serait plus adaptée.**

Retours des anciens étudiants

- Le M1 généraliste fut un critère de choix de ce master pour beaucoup d'anciens étudiants. Cette structure est pour eux, au regard de ce qu'ils ont vécu pendant dans la formation et de ce qu'ils vivent depuis, pertinente et appréciée pour acquérir les bases en M1 avant de passer à la pratique en M2. Les étudiants imaginent difficilement des parcours spécialisés dès le M1.

Retours des étudiants en formation

- Le parcours du M1 Droit public est bien pensé en S1 et S2. Beaucoup de camarades veulent passer les concours administratifs. Une spécialisation en M1 ne les aiderait pas. Pour beaucoup, ce M1 généraliste suivi d'un M2 plus spécialisé est adapté et très bonne solution. Il n'y a toutefois pas d'unanimité. Certains étudiants de cette année sont moins convaincus par le M1 généraliste et auraient préféré une spécialisation dès la 1^e année.

Retours des enseignants

- Un éventuel changement de structuration du master ne pourrait se faire qu'à coût constant.

- Toutefois, à l'heure actuelle, pour beaucoup d'enseignants de l'équipe pédagogique, la structuration actuelle semble devoir être conservée car bien équilibrée et plutôt à l'avantage des étudiants. Structuration actuelle bien équilibrée entre théorie/pratique, professionnalisation/recherche, formation généraliste/spécialisée... Structuration plutôt à l'avantage des étudiants dès lors qu'elle leur laisse une possibilité de changer d'orientation en fin de 1^e année sans difficulté. L'objectif de professionnalisation des étudiants est mieux affiné avec cette possibilité.
- Par ailleurs, l'attractivité de la formation ainsi pensée est bonne et en constante augmentation sur les deux dernières années (presque 1000 candidatures pour les deux M2 cette année). Cela prouve que la structuration actuelle attire.
- La fin de la sélection à l'entrée du M2 a eu des conséquences sur l'assiduité (plus faible) des étudiants en M1.

- **La question est posée à l'ensemble des participants sur les difficultés rencontrées dans la préparation aux concours (CRFPA, ...)**

Retours des anciens étudiants

- Les exercices de type concours sont des cas pratiques et des notes de synthèse (CRFPA). La méthodologie des notes de synthèse pourrait être abordée dans le cadre du master.

Retours des intervenants professionnels dans le master

- Dans le cadre des oraux des étudiants, les étudiants ont des lacunes sur des éléments juridiques généraux, qui sont importants pour les concours.

Retours des enseignants

- Alors que le concours demande une capacité de mise en lien entre les notions, le constat est fait sur le changement des méthodes de travail étudiante, avec une tendance à trop sectoriser les cours entre eux et d'une année sur l'autre. Pourtant, chaque enseignant insiste très souvent sur l'opportunité de ne pas oublier ce que les étudiants ont appris chaque année, sur l'importance d'avoir une vision transversale et un esprit ouvert permettant d'apprécier les liens entre tel ou tel séminaire.
- La préparation aux concours se fait très souvent dans différents séminaires et au fil de l'année universitaire du M2. Par exemple, la méthodologie du cas pratique est nécessairement travaillée, et même en détail et de manière concrète, à l'occasion du séminaire portant sur la préparation du Concours de plaidoiries René Cassin. Les oraux de concours sont préparés tout au long de l'année de M2 dans beaucoup de séminaires dispensés de manière très interactive.

Propositions faites pendant la réunion

- Intégrer, comme le fait déjà le M2 DPG, un module de préparation aux concours dans le M2 DH
 - Idée de mutualiser des cours de préparation aux concours avec d'autres master en M2
 - Préparation au concours : idée de faire le lien avec les étudiants en formation souhaitant passer le concours et les anciens étudiants pouvant donner des conseils. A creuser en lien avec la création cette année de l'association des étudiants de droit public de Lyon qui travaille à la mise en place d'un catalogue des anciens élèves. Les responsables de Master présents sont prêts à aider l'Association afin de lui permettre d'avancer sur ce projet.
 - Insister davantage sur la transversalité des cours et des notions abordées, qui peuvent servir dans d'autres matières ou exercices de type concours.
- **La question est posée à l'ensemble des participants sur les difficultés à trouver des stages étudiants et construire un réseau professionnel.**

Retours des enseignants

- Les étudiants manifestent depuis la Licence un intérêt particulier pour le droit international pénal et le droit international humanitaire. Les structures proposant des stages dans ce domaine existent. Certes, c'est à l'étranger et pas toujours facile d'accès mais elles existent. La formation pourrait sans doute réfléchir à intégrer ces matières de plus explicites dans les maquettes afin de satisfaire cette demande des étudiants.
- Les confrères et consœurs prennent en priorité en stage des élèves avocats (EDARA) ce qui n'est pas sans poser plus de difficultés pour les étudiants ces deux dernières années. Cela étant, dans l'ensemble, les étudiants choisissant l'option stage long arrivent à en trouver un et si ce n'est pas le cas, les équipes pédagogiques et le pôle stage de l'Université sont là pour les aider dans leurs démarches et leurs permettre d'en trouver un.

Retours des étudiants en formation

- La recherche de stage est un élément important du parcours.
- L'association des étudiants de Droit public à Lyon 2 œuvre à faciliter les échanges entre des organismes et des étudiants en droit. Elle a d'ores et déjà noué des liens formels avec les cabinets d'avocats Urban Conseil, une convention avec la métropole de Lyon et projette de faire de même avec la préfecture.

Propositions faites pendant la réunion

- Poursuivre le travail engagé de convention de mentorats pour la proposition de stages étudiants en M1 et M2 : barreau de Lyon, juridictions lyonnaises, préfectures...
- Poursuivre le travail engagé sur le projet de clinique juridique au secours populaire.
- Promouvoir les stages en milieu de recherche pour découverte de cette possibilité.

- Promouvoir l'association des étudiants de Droit public pendant la réunion de rentrée étudiante.
- Renforcer le lien entre les anciens étudiants et les étudiants en formation via l'association : mise à disposition d'un livre des anciens étudiants avec coordonnées : mail personnel ?
- En lien avec la proposition du conseil de faculté, participer à la construction d'une liste des contacts professionnels potentiels pour le réseau et la recherche de stage.

- **La question est posée à l'ensemble des participants si les Modalités de Contrôle des Connaissances et des Compétences (MCCC) sont adaptées.**

Retours des étudiants en formation

- Le format d'examen de 5h (format concours) en M2 DPG est apprécié.
- Le grand oral en M2 DH est également apprécié.
- En M2, la visibilité des notes seulement en fin de semestre est comprise mais source de stress.
- En M2 DH, certaines évaluations de matières peuvent parfois se rejoindre. Envisager un examen de 5h sur une épreuve multidisciplinaire pourrait être une option intéressante.

Retours des enseignants

- L'examen avec un commentaire multidisciplinaire (car visant à regrouper plusieurs séminaires) sur une durée assez longue (5h pour correspondre à la durée de certains concours) est sans doute plus difficile pour les étudiants mais c'est une piste à étudier. Les responsables du M2 DH mentionnent être d'ailleurs déjà depuis plusieurs semaines en train de réfléchir aux évolutions de la maquette pour la prochaine accréditation qui, selon eux aussi, pourrait conduire à regrouper certains séminaires actuels aux thématiques, certes spécifiques, mais proches, de sorte à dégager quelques heures pour l'introduction du droit international humanitaire et droit international pénal. Ces changements pourraient être assortis selon eux d'une évolution des modalités de contrôle de connaissances selon la dynamique susvisée.

Propositions faites pendant la réunion

- En M2 DH, dans la continuité de ce qui vient d'être retranscrit, proposer le format d'examen suivant : 3 heures de notes de synthèse et un examen commun de 5 heures, regroupant plusieurs séminaires.

III-CONCLUSION GENERALE COMMUNE AUX DEUX SECTIONS DU CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

Au regard des remarques formulées dans chacune des sections de ce Conseil de perfectionnement, il ressort une satisfaction générale des anciens étudiants, étudiants actuels et membres des équipes pédagogiques des Masters de la mention Droit public quant aux objectifs de la formation et son dispositif. Ayant pas mal évolué depuis ces dernières années pour tenir compte de la fin de co-accréditation Lyon 2/Lyon 3/Saint-Etienne et la sélection en M1, la mention Droit public a su trouver un nouvel équilibre (entre théorie/pratique, recherche/professionnalisation, formation généraliste/spécialisation...) lui permettant de correspondre aux attentes des étudiants et aux débouchés qu'offre l'étude du droit public. Cela étant, quelques améliorations sont toujours possibles et souhaitables. Aussi a-t-il été convenu de réfléchir à diversifier les modalités de contrôle de connaissances de sorte à proposer une préparation encore plus complète aux concours et à augmenter pour ce qui est du Master AP de l'Icly le contrôle continu afin de contraindre les étudiants à travailler plus régulièrement, de développer l'aide à la recherche de stage et à la professionnalisation (en mener à son terme le projet en cours de création d'une clinique juridique à la FJVD avec le secours populaire, à maintenir celle existante au sein de l'Icly, à accompagner le travail de l'association des étudiants de droit public de Lyon dans le développement de ses partenariats avec des professionnels et la création d'un livre des anciens élèves). Mais aussi d'installer dans la durée le Conseil de perfectionnement annuel à la composition élargie, de reconduire chaque année si possible un ou des voyages pédagogiques, de faire organiser aux M2 une demi-journée d'étude pour renforcer la cohésion du groupe.